

SÉANCE V : UN RÔLE POUR LE CANADA DANS LA RECONSTRUCTION

Venir en aide à des sociétés dévastées par des guerres internes présente d'énormes difficultés. La destruction du développement et du capital humain dans ces conflits se traduit par une crise profonde du gouvernement et de la légitimité politique. Une manière de se représenter ce problème est d'imaginer la guerre interne comme un grand feu où le « petit bois » est constitué par tous les problèmes de développement, notamment les maigres ressources, le chômage, la dégradation de l'environnement et la pauvreté, l'« essence » est représentée par les tensions qui existent entre les différentes communautés composant la société et l'« allumette » est l'action politique irresponsable de l'élite. Après la guerre, il faut empêcher tous ces facteurs de se recombinaer.

Pourtant, les organismes donateurs ont tendance à ne se soucier de la composante du « petit bois » du développement parce que c'est relativement facile et ne remet pas en question les valeurs. Mais ces conflits exigent une intervention qui porte davantage sur la composante « essence » : à savoir réduire les tensions entre les groupes de la société en créant la possibilité de médias libres, de la protection des droits de la personne, d'un processus politique inclusif et du maintien de l'ordre public. La politique étrangère canadienne accorde maintenant la priorité à la satisfaction des besoins humains essentiels, notamment le besoin de sécurité, et son objectif stratégique est de rendre ces interventions viables à long terme. Les décideurs ont besoin d'étudier les sociétés qui ont réussi à établir une paix durable sans aide étrangère importante. Il y a peut-être beaucoup à apprendre de ces initiatives locales dans des pays tels que l'Ouganda, la Tanzanie, le Liban, l'Érythrée et la Namibie.

L'établissement des priorités continue aussi de constituer un dilemme pour les initiatives canadiennes visant à appuyer la consolidation de la paix. Un problème important est la question de savoir comment trouver un juste équilibre entre cette aide à la reconstruction et la promotion des droits de la personne. Un grand nombre des pays qui sortent de conflits connaissent de graves problèmes en matière de droits de la personne et il peut paraître contradictoire d'appuyer le rétablissement des institutions de l'État qui se sont peut-être rendues coupables de ces violations (comme les forces de sécurité). Une solution est d'appuyer le gouvernement, mais aussi d'établir un contrôle local du respect des droits de la personne, comme on l'a fait en Bosnie et au Rwanda. Les dépenses militaires sont une autre source de préoccupations quand on cherche à équilibrer l'appui politique accordé à ces activités de reconstruction. Mais le problème majeur lorsqu'on s'occupe de la nouvelle question mondiale de la consolidation de la